

Depuis que la gauche politique et syndicale a opéré sa mue "moderniste", au tournant des années 80, abandonnant l'antienne de la lutte de classes pour rabâcher le catéchisme néo-libéral, elle est à la recherche d'une nouvelle identité. L'écroulement de son ancien modèle social-démocrate, dans sa double version réformiste et "révolutionnaire", l'ayant laissée orpheline d'idéologie et de perspective historique, elle s'est rapidement rendue compte qu'elle ne pouvait se contenter de décliner les vertus du "laisser faire, laisser passer", qu'il fallait en quelque sorte un supplément d'âme pour habiller sa nudité, la vacuité de son corps doctrinal. L'accélération de la construction européenne tient désormais ce rôle pour la majeure partie d'entre elle, qui ne se donne même plus la peine de masquer qu'elle a définitivement renoncé à transformer le monde, quand elle ne se fait pas une gloire de s'être soumise à son mouvement, qui n'est autre aujourd'hui que celui de la transnationalisation du capital.

Une autre partie de la gauche, minoritaire, se montre cependant plus exigeante. Elle ne se satisfait pas du rôle de simple maître d'oeuvre de la mondialisation capitaliste et se cherche une nouvelle perspective historique. Sa dérive idéologique l'amène ainsi, régulièrement, à réinvestir la thématique nationale, à tenter de reconquérir une identité en reprenant à son compte le combat en faveur de la préservation de l'identité nationale, dans un contexte où, en effet, cette identité est mise à mal par le processus de transnationalisation. Ce faisant, elle ne prend pas toujours la précaution de se distinguer des éléments de droite, voire d'extrême droite, qu'inévitablement elle est amenée à croiser et à côtoyer sur ce terrain.

Ce fut, il y a quelques années, l'affaire des regroupements "rouge-brun" qui virent certains membres du Parti communiste flirter avec des éléments de la "nouvelle droite" ou issus du courant "tercériste"(1). Plus récemment, à l'automne 1998, est apparue une curieuse Fondation Marc-Bloch qui se propose de faire réfléchir ensemble les milieux de gauche et de droite opposés à la ratification du traité d'Amsterdam, hostiles ou très méfiants à l'égard de la construction européenne : chevènementistes, pasqualiens et villiéristes s'y côtoient et se proposent, coude à coude, de défendre l'héritage national et républicain contre les menaces que ferait peser sur lui l'intégration européenne(2).

L'histoire nous ayant appris que le monstre fasciste est né de l'accouplement contre-nature de

milieux de gauche, voire d'extrême gauche, ayant rompu avec la thématique de la lutte des classes, et de milieux procédant de la tradition "révolutionnaire" de l'extrême droite(4), les dérives précédentes doivent nous mettre en alerte. D'autant plus qu'avec le soutien apporté par Régis Debray au régime serbe au cours du printemps dernier, on a eu un avant-goût de ce à quoi peut conduire l'aveuglement national-républicain...

De manière préventive et prophylactique, cet article se propose d'élaborer une réponse critique aux principaux arguments que cette mouvance développe et qui pourrait en séduire certains jusque dans nos propres rangs.

1. Selon un premier argument, il s'agirait de ne pas laisser le monopole de la nation (de l'idée nationale, de l'amour de la nation, de la défense de l'intérêt national, etc.) à la droite et à l'extrême droite nationalistes.

Singulière tactique que celle qui consiste à prétendre battre l'adversaire en se situant sur son terrain, en lui disputant ses mots d'ordre et ses symboles. N'est-ce pas au contraire le plus sûr moyen de renforcer sa crédibilité et sa légitimité et, en définitive, de se faire battre ? Car la thématique nationale et nationaliste est bel et bien la chasse gardée de la droite et de l'extrême droite, depuis un bon siècle.

2. L'idée de nation est certes, à son origine, une idée révolutionnaire, une idée de gauche, si l'on peut tenter cette anachronisme politico-idéologique, tant le spectre des forces politiques de la France de la fin du XVIIIe siècle n'est pas encore le nôtre. Si les armées révolutionnaires emportent la victoire de Valmy au cri de "Vive la nation !", autrement dit si la nation est alors une idée propre à soulever les peuples contre l'ordre ancien, aristocratique et monarchique, c'est qu'elle est à ce moment-là synonyme de souveraineté populaire et d'égalité juridique.

Autant d'idées dont les limites et le caractère fallacieux se révèleront rapidement, dès que les luttes de classe s'exacerberont au sein d'un "tiers état" qui ne devait sa cohésion qu'à son combat contre l'ordre ancien. Celui-ci abattu, le "peuple", au sens sociologique : la paysannerie, le prolétariat naissant, la petite-bourgeoisie même, aura vite fait de réaliser que le souverain est... la bourgeoisie ; et que, derrière le masque souriant de l'égalité juridico-politique, grimace le visage de l'exploitation et de la domination socio-économiques.

Dès lors, l'idée de nation tombe en déshérence. La droite contre-révolutionnaire n'en veut pas, car elle continue malgré tout à sentir le soufre. La droite libérale n'en a pas besoin, qui entonne (déjà !) les vertus de l'économie de marché. Quant à la gauche, en voie de constitution, de l'héritage révolutionnaire, elle ne retient que l'idée de République, qui plus est en la gauchissant : en 1848 comme en 1871, le peuple monte à l'assaut du ciel au nom de la "sociale". Tandis que c'est au nom de "l'ordre" et de la "propriété" que les régiments de Cavaignac et de Galliffet fusilleront les insurgés.

C'est donc d'un véritable "no man's land" idéologique que s'empare, entre 1880 et 1900, ce qui va devenir la "droite nationale" (en fait nationaliste), un arc de forces politiques allant de la droite du bloc républicain à l'extrême droite contre-révolutionnaire et monarchiste. J'ai analysé ailleurs les conditions (notamment la montée du mouvement ouvrier à l'intérieur et des périls impérialistes à l'extérieur) qui ont rendu possible et, dans une certaine mesure, nécessaire cette synthèse nationaliste, à laquelle Barrès puis Maurras ont donné ses lettres(5). Elle dominera toute la partie droite de la scène politique sous la IIIe République, surclassant nettement les éléments libéraux, avant d'assassiner "la gueuse" à Vichy, en juillet 1940.

C'est au gaullisme qu'il reviendra, à partir de cette même date, de contester à cette droite et extrême droite nationalistes la référence à la nation comme motif de légitimité politique, en en restaurant la formule républicaine. Alors même que toute la politique gaulliste, à partir de 1958, travaillera à l'intégration de la France dans un cadre pluri-national voire supra-national (la construction européenne) et à consolider un capital industriel et financier dont les intérêts s'inscriront de plus en plus en dehors du cadre national. Jusqu'au point où les héritiers du gaullisme n'auront plus d'autres ressources que de rejoindre leurs alliés libéraux dans l'exaltation du "mondialisation" et de "la mondialisation", laissant à nouveau le terrain libre à l'extrême droite nationaliste qui y fit le retour remarqué que l'on sait au début des années 80.

Ainsi, depuis plus d'un siècle, la thématique nationale a été le monopole au mieux d'une droite bonapartiste (ainsi peut-on caractériser le gaullisme), au pire d'une droite extrême et d'une extrême droite nationalistes, toujours prêtes à rompre avec les institutions républicaines. Et les quelques rares fois où la gauche s'est mêlée de s'aventurer sur ce terrain, c'est pour se renier et trahir sa propre base : en servant d'appui à la politique d'"Union sacrée" qui envoya, entre 1914, le peuple à la boucherie dans les tranchées, là où il lui aurait fallu organiser la grève générale ; en dévoyant la lutte contre le nazisme en combat contre "les boches" et en abandonnant la lutte pour la "libération sociale" au profit de celle en faveur de la "libération nationale", entre 1940 et 1945 ; enfin, en se lançant dans les désastreuses guerres coloniales, se faisant le valet de la pire fraction de la bourgeoisie française contre les peuples colonisés.

Bref, à l'enseigne de la nation, depuis un siècle, la droite et l'extrême droite ont tenu boutique de manière florissante, alors que la gauche n'y a jamais joué que le rôle du pigeon que l'on plume, avant de le rejeter à la rue. Avis à ceux qui veulent y pénétrer une nouvelle fois ainsi qu'à ceux qui seraient prêts à les suivre.

On me dira - et c'est un second argument - que l'histoire même que je viens d'en esquisser à grands traits témoigne de ce que l'idée de nation n'est pas une, qu'elle met aux prises au moins deux conceptions différentes de la nation. L'une véhiculée précisément par la droite extrême et l'extrême droite nationalistes, qui fait de la nation une communauté ethnique voire raciale, qui exclut de la nation tous ceux qui n'en descendent pas par le sang reçu (ou qui ne méritent pas d'être élus en son sein par le sang versé) ; l'autre, partagée par la gauche et par la droite républicaine, qui y voit au contraire une communauté politique, une assemblée de citoyens, à laquelle peuvent s'intégrer tous ceux qui, quelle que soit leur origine, vivent sur son sol, dès lors qu'ils manifestent la volonté d'en partager les lois. Et qu'il y aurait donc là lieu et motif à disputer aux nationalistes de droite et d'extrême droite leur hégémonie séculaire sur l'idée nationale.

3. En fait, il s'agit là moins de deux conceptions radicalement opposées de la nation que deux moments, unilatéralement séparés et hypostasiés, de toute réalité nationale. Qu'est ce qu'une nation en définitive ? C'est, dans le cadre géopolitique structuré par les rapports capitalistes de production, un peuple qui se fait Etat ou, à l'inverse, un Etat qui se fait peuple(6). La réalité nationale englobe toujours, avec leurs tensions éventuelles, ces deux moments : le peuple et l'Etat, un moment ethnique et un moment politique. Même et surtout lorsqu'il s'agit d'une "ethnicité fictive", selon l'expression suggestive d'Etienne Balibar, fruit de la construction politique de la nation, artifice de l'Etat(7). Une nation, c'est toujours aussi un territoire avec des frontières, fantasmé comme patrie (terre des pères) ; une langue (rarement plusieurs), érigée en langue nationale à l'exclusion de toutes les autres ; une histoire, dans laquelle le mythe et la légende ont leur part, quelquefois large, propre à faire de la nation une "communauté de destin" ; une culture commune (une littérature, une architecture, une cuisine, etc.) qui va jusqu'à faire croire à certains en un "génie" national...

La naïveté et l'aveuglement des tenants de la conception politique et citoyenne de la nation, c'est d'ignorer précisément qu'on ne peut avoir ou vouloir la nation comme communauté politique sans l'autre aspect de la réalité nationale, sans son moment ethnique. Et la nation française ne fait certes pas exception à cette loi générale. Des preuves ? Ont-ils jamais écouté et entendu le refrain de La Marseillaise : "Qu'un sang impur abreuve nos sillons !" ? Le sol et le sang dans un seul et même vers... Se sont-ils jamais demandé quelle était la logique implicite sous-tendant le fameux droit du sol dont ils sont si fiers ? Pourquoi exiger, comme l'a fait la République pendant des décennies, que l'étranger naisse sur le sol français pour lui accorder automatiquement la nationalité française ? Sans même évoquer ici la mythologie (auto)chtonienne, n'est-ce pas qu'il s'agissait de s'assurer que l'étranger aura acquis les traits

majeurs de "l'ethnicité fictive" française, ne serait-ce que l'usage de la langue, en étant passé par l'appareil qui en a assuré la reproduction depuis plus d'un siècle, "l'école républicaine", avant de lui reconnaître la qualité de Français ? Dans un ouvrage récemment paru, consacré à l'analyse des politiques d'immigration et de régulation de la présence étrangère en France, Vincent Viet jette une lumière crue sur la face cachée et sombre de ce qu'il appelle le "modèle républicain d'intégration", en montrant que cette intégration a été régie par un principe de "préférence nationale" qui ne disait pas son nom, réservant les meilleurs emplois, les meilleurs logements, un meilleur accès à la protection sociale, etc., aux travailleurs nationaux(8). Et ce bien avant que le Front national n'en fasse son étendard. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres possibles.

Qu'on le veuille ou non, il y a dans la réalité nationale, avant même que dans l'idée de nation, un principe de préférence et même d'exclusion qui tient à son moment ethnique, le cas échéant en contradiction avec le moment politique. L'ignorer, c'est se condamner, sous couvert de référence à la citoyenneté et à la République, à introduire le loup dans la bergerie : où légitimer en contrebande, à son insu même, les principes de préférence et d'exclusion, qui tiennent au moment ethnique de la nation, et qui feront toujours le jeu et la force de l'adversaire nationaliste.

4. Reste à examiner un dernier argument, de nature différente des précédents. A travers la nation, ce qu'il s'agirait de défendre, c'est non pas tant la nation elle-même que le cadre historique, socio-institutionnel et symbolique d'un certain nombre d'acquis à préserver. Acquis politiques tels que la conception républicaine de la démocratie ou de la cité ; et surtout acquis sociaux, en gros les acquis de l'Etat-providence de la période fordiste. Acquis qui seraient précisément menacés par dissolution de l'Etat-nation dans le cadre de la mondialisation libérale.

Cet argument repose en fait sur le postulat que ces acquis ne pourraient être défendus que dans le cadre national qui les a vu s'instituer. Autrement dit, il repose sur la confusion entre la forme nationale et son contenu politique et social, faisant comme si le second devait nécessairement revêtir la première. Postulat nationaliste par excellence, que celui qui fait de la nation la seule forme de communauté politique possible.

La chose est contestable sur le plan des principes mêmes en ce qui concerne les acquis politiques. On voit bien que nationalité et citoyenneté font en définitive mauvais ménage, quand on fait de la possession de la première la condition de l'accès de la seconde, refusant ainsi à des populations d'origine étrangère un droit de vote que leur contribution à la production de la richesse nationale, à la culture nationale, quand ce n'est pas à la liberté nationale, devrait

suffire à leur accorder. Quant à la la´cité dont nos républicains sont si fiers et jaloux, les affaires répétées de "foulard islamique" montrent bien qu'elle s'accommode mal de la tradition franþaise, avec ce qu'elle implique en définitive de compromis (inavoué) avec le christianisme (surtout catholique) mais de posture hostile (inavouable) à l'égard de l'islam, toujours suspecté d'être intrinsèquement inassimilable par la République : comment expliquer autrement que le port d'un foulard soit considéré par certains laïcards comme un "signe ostentatoire", alors qu'ils ne voient rien à redire aux croix portées en sautoir ?

Et si les acquis sociaux du fordisme doivent être défendus, bien mieux : développés et approfondis, il n'apparaît que trop évident que ce n'est plus aujourd'hui, dans le cadre trop étroit de l'Etat-nation, ce que cette défense et cette promotion peuvent être organisées et assurées du succès qu'il mérite. Face à la mondialisation libérale, à l'interpénétration croissante des appareils productifs nationaux, à la densification des échanges commerciaux entre eux, à l'autonomie grandissante que le capital financier a acquis sur le plan mondial, chaque Etat-nation pris isolément n'est plus en mesure de jouer le rôle d'une instance capable tout à la fois de réguler l'accumulation du capital et de l'asservir à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs progressistes (travailler moins pour travailler tous, redistribuer la richesse dans le sens d'une réduction des inégalités, promouvoir des modes de produire et de consommer écologiquement soutenables, etc.). Seuls des systèmes d'Etats, telle l'Europe en ce qui nous concerne, peuvent désormais fournir le cadre à l'intérieur duquel de pareils objectifs pourront être atteints. Que la construction européenne ne se soit pas, pour l'instant, orientée dans ce sens, qu'elle ait été au contraire une machine de guerre au service de la mondialisation libérale, ne doit pas servir d'alibi pour se replier sur une illusoire nouvelle ligne Maginot, mais indique au contraire le terrain et l'enjeu du combat à mener par la gauche européenne : infléchir la construction européenne dans le sens de l'édification d'un Etat-providence au niveau continental.

Encore cette perspective s'adresse-t-elle à une gauche réformiste, se situant dans la tradition social-démocrate, qui trouvera là l'occasion de renaître de ses cendres, elle qui a perdu toute force de proposition en vendant son âme au néo-libéralisme. C'est dire qu'a fortiori une gauche révolutionnaire, se proposant d'impulser les luttes des travailleurs pour rouvrir la perspective d'une rupture avec le capitalisme, devrait aujourd'hui plus qu'hier situer l'horizon de son combat bien au delà des frontières nationales. Si l'internationalisme prolétarien a pu se dégrader au rang d'une simple formule rhétorique (quand il ne servait pas à couvrir purement et simplement les crimes staliniens) pendant toute la période fordiste, marquée par un certain repli du capitalisme occidental sur le cadre national, il est devenu aujourd'hui la voie de passage obligée de toute renaissance de la lutte de classe. Et non plus comme formule rhétorique, mais comme axe stratégique central.

5. Ainsi, de quelque côté qu'elle se tourne, la gauche ne peut qu'être incitée à se détourner de

la nation. La seule chose qu'elle puisse se proposer, c'est... d'euthanasier la nation.

La nation a été une belle idée et une grande réalité. Elle n'est plus l'une depuis que l'extrême droite nationaliste en a fait son fonds de commerce. Elle est de moins en moins l'autre depuis que la dynamique du capitalisme, après avoir l'avoir forgée et pris appui sur elle, tend à en faire craquer le cadre de partout. Pour autant, même si elle se meurt, la réalité nationale n'est pas encore morte. Certains se refusent même à sa mort, la vivant sur le mode de l'apocalypse. Pour éviter que la crise finale de l'Etat-nation ne donne paradoxalement prise à une renaissance de nationalismes d'autant plus virulents et potentiellement criminels qu'ils sont plus dépourvus de prise sur le devenir historique(9), il s'agit d'euthanasier la nation : de lui assurer une belle et bonne mort, en lui permettant de se transcender en une unité politique supérieure, qui recueillerait ce que son héritage contient de meilleur, qu'elle n'est plus en mesure d'assumer elle-même.

(1) Cf. mon article "Alain de Benoist serait-il de gauche ?", Celsius, n°55, janvier 1993 ; et Didier Daeninckx, "L'obscène alliance des contraires" dans l'ouvrage collectif "Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire", Editions Golias et Editions Syllepse, 1997. Une entreprise semblable, impliquant des rapprochements entre membres du PDS (ex parti communiste est-allemand) et de l'extrême droite nationaliste, a été dénoncée par l'hebdomadaire berlinois Jungle Word au cours de l'été 1998.

(2) Cf. le compte rendu de la première université d'été de cette Fondation dans Le Monde du 29 septembre 1998 sous le titre : "Des intellectuels de droite et de gauche entrent en résistance contre l'Europe de la "pensée unique?".

(3) Cf. Libération, 14 avril 1999.

(4) Je fais ici directement référence aux travaux de l'historien israélien Zeev Sternhell, notamment Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France, traduction française, Le Seuil, 1983.

(5) Cf. l'article sur "Maurice Barrès ou l'invention du nationalisme" dans L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité, Lausanne, Editions Page

Deux, 1999.

(6) Pour le développement argumenté de cette définition, sur lequel je ne peux revenir dans le cadre du présent article, je renvoie à ma "Mise au point sur les concepts de nation et de nationalisme", Raison présente, n°112, 4e trimestre 1994.

(7) Cf. Etienne Balibar et Emmanuel Wallerstein, Race, nation, classe. Les identités ambigues, La Découverte, 1988.

(8) Vincent Viet, La France immigrée. Construction d'une politique (1914-1997), Paris, Fayard, 1998.

(9) Cf. à ce sujet mon article "Demain la nation ?", Raison présente, n°112, 4e trimestre 1994.